

Hongrie : Varsovie mettra son veto à d'éventuelles sanctions de l'UE (ministre)



Article rédigé par *Romandie*, le 15 septembre 2018

Source [Romandie] Vilnius - La Pologne mettra son veto à d'éventuelles sanctions européennes contre Budapest, a déclaré jeudi le chef de la diplomatie polonaise, en réaction au lancement par le Parlement européen d'une procédure pour faire face à une "menace systémique" aux valeurs de l'UE en Hongrie.

"En cas d'une discussion au Conseil, nous serons contre. Nous allons mettre notre veto à la décision en cas de sanctions", a déclaré Jacek Czaputowicz, en visite dans la capitale lituanienne Vilnius.

"L'UE essaie d'exercer des pressions sur les pays de notre région et nous devons faire preuve de solidarité dans cette affaire", a ajouté M. Czaputowicz lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue lituanien Linas Linkevicius.

Le vote de mercredi au Parlement européen marque le début d'une longue procédure dont l'issue est incertaine mais qui peut en théorie mener à des sanctions sans précédent à l'encontre de Budapest, dont la suspension de ses droits de vote au Conseil de l'UE.

D'autres gouvernements de l'UE peuvent toutefois faire barrage à toute action répressive, et la Pologne - elle-même confrontée à la procédure de l'article 7 du traité européen - a prévenu qu'elle le ferait.

Le ministre lituanien Linas Linkevicius a pour sa part indiqué que son pays était "pour le dialogue et contre des ultimatums", mais a évité de préciser si Vilnius allait aussi bloquer les sanctions éventuelles contre Budapest.

"C'est dans l'avenir que nous allons discuter de ce qui se passera dans l'avenir", a-t-il dit.

La Pologne est confrontée à la procédure de l'article 7, suite à une décision de l'exécutif européen prise en décembre 2017.

Bruxelles a averti que les réformes controversées introduites par les gouvernements à Budapest et à Varsovie constituaient des menaces systémiques pour les valeurs fondatrices de l'UE, telles que le respect de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits de l'homme.

15/09/2018 06:00